

# QUELLE POLITIQUE ÉNERGETIQUE POUR LES ÉTATS-UNIS ?

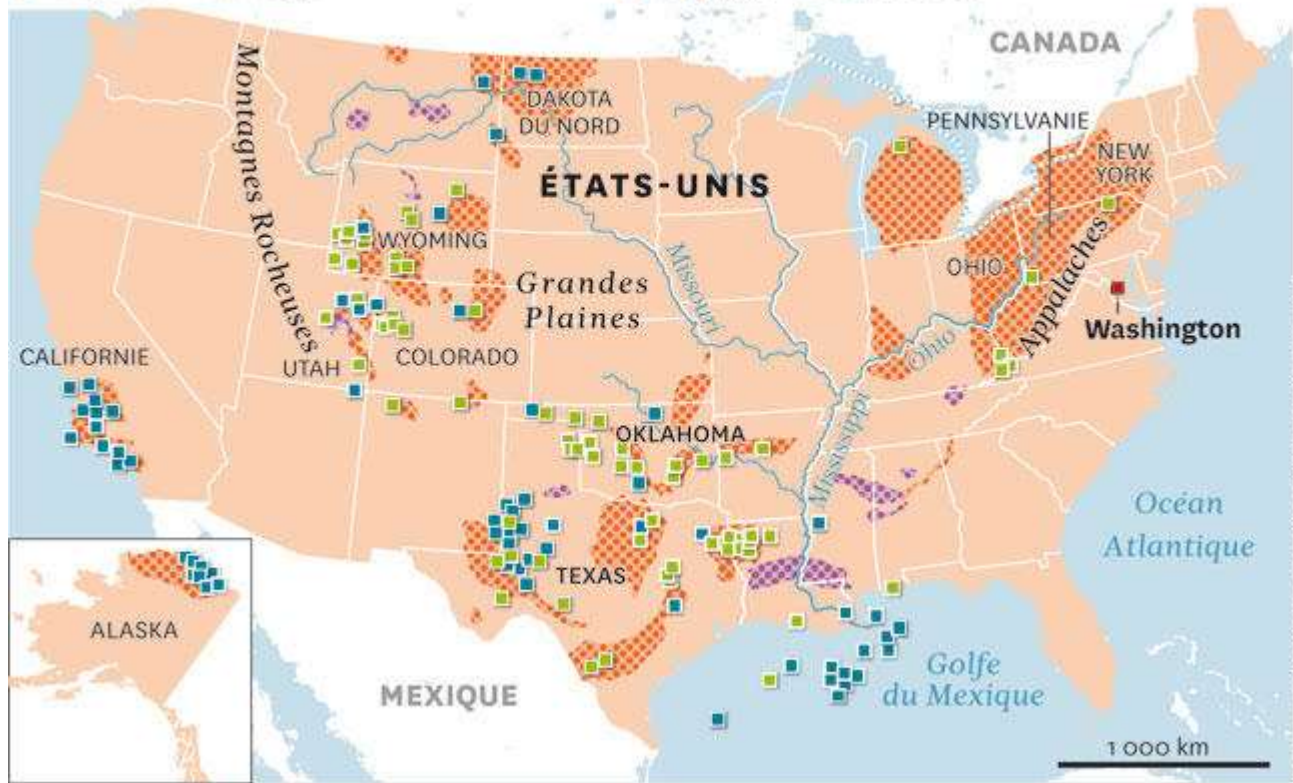
## doc 1 : Quels choix énergétiques pour les États-Unis ?

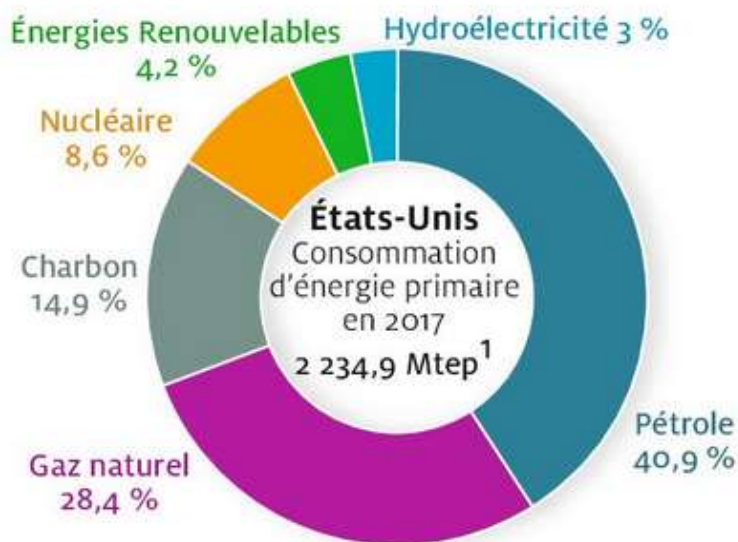
Géographie seconde, 2019 belin.education, collection Bras Bourgeat

### Des réserves considérables

Principaux gisements (réserves prouvées, 2009)  
 ■ de pétrole ■ de gaz

Gisements de gaz et de pétrole de schiste (2011)  
 ■ avérés ■ probables



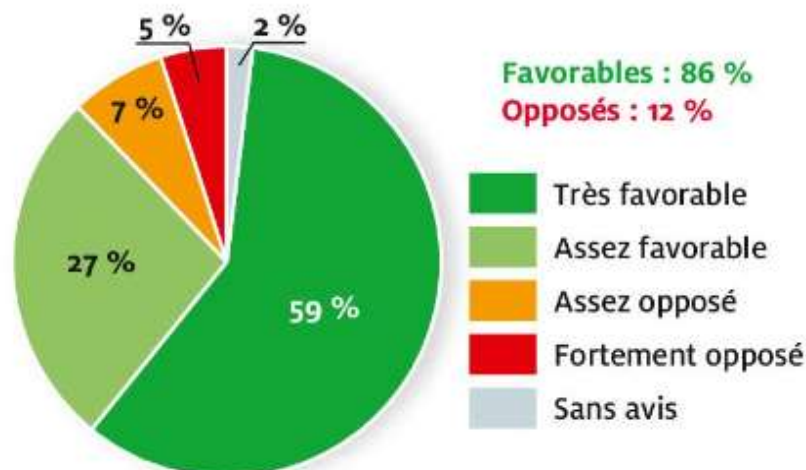


1. Million de tonnes équivalent pétrole

Source : BP Statistical Review of World Energy - Connaissance des énergies, 2019.

Le mix énergétique des États-Unis

Êtes-vous favorable ou opposé au fait de prendre des mesures pour accélérer le développement et l'utilisation d'énergies renouvelables aux États-Unis ?



Sondage réalisé par Public Opinion Strategies après l'élection de Donald Trump en novembre 2016.

### Doc 2 : L'exploitation du gaz de schiste dévaste les États-Unis

Yona Helaoua (Reporterre), 27 juin 2019

<https://reporterre.net/L-exploitation-du-gaz-de-schiste-devaste-les-Etats-Unis>

### Doc 3 : Forages d'hydrocarbures: Joe Biden annonce un moratoire

Le locataire de la Maison-Blanche a bloqué mercredi l'octroi de nouvelles concessions pétrolières et gazières sur territoire américain.

Publié: 27.01.2021,

<https://www.24heures.ch/forages-dhydrocarbures-joe-biden-annonce-un-moratoire-112360173168>

### Doc 4 : Nouvelle aube pour la politique énergétique américaine

Enerdata , 20 jan 2021

<https://www.enerdata.fr/publications/breves-energie/evolution-politique-energetique-biden.html>

## **Doc 5 : Oléoduc Keystone XL : Joe Biden enterre définitivement le projet controversé**

Le Monde avec AFP ,Publié le 10 juin 2021

L'opérateur canadien chargé de sa construction a pris acte de l'opposition de la Maison Blanche à ce projet qui devait acheminer 800 000 barils de pétrole par jour en 2023.

Première pomme de discorde entre Justin Trudeau et Joe Biden il y a près de cinq mois, le projet controversé d'oléoduc Keystone XL entre le Canada et les Etats-Unis, dénoncé par les défenseurs de l'environnement, a été officiellement abandonné, mercredi 9 juin. « *TC Energy a confirmé aujourd'hui après un examen complet de ses options et en consultation avec son partenaire, le gouvernement de l'Alberta, avoir mis fin au projet d'oléoduc Keystone XL* », a annoncé l'opérateur canadien dans un communiqué.

Le groupe canadien avait annoncé la suspension des travaux quelques heures avant la signature du décret par M. Biden, le 20 janvier, dès son entrée en fonctions. Le groupe sis à Calgary, dans l'Ouest canadien, avait fait part de sa déception, annonçant prévoir en conséquence « *le licenciement de milliers de travailleurs syndiqués* ». De son côté, le gouvernement de l'Alberta a expliqué avoir également quitté le projet et dit « *explorer toutes les options* » pour récupérer son investissement, selon un communiqué. La province estime que l'abandon du projet devrait lui coûter 1,3 milliard de dollars canadiens (882 millions d'euros).

### **Un projet critiqué de longue date**

« *Nous restons déçus et frustrés par les circonstances entourant Keystone XL, y compris l'annulation du permis présidentiel permettant au pipeline de traverser la frontière* », a regretté le premier ministre de la province, Jason Kenney. L'Alberta concentre l'essentiel des réserves de pétrole du pays, principal produit d'exportation du Canada. Ce projet, soutenu par Ottawa mais critiqué par les écologistes, avait été lancé en 2008. Annulé une première fois par Barack Obama car jugé trop polluant, il avait été remis sur les rails par Donald Trump pour des raisons économiques.

La révocation du décret de son prédécesseur était une des promesses de campagne de M. Biden, dans le cadre de son plan de lutte contre le changement climatique. Elle avait également suscité la déception du premier ministre canadien, qui s'était engagé à mener à terme Keystone XL ainsi que d'autres oléoducs afin d'acheminer le pétrole canadien vers d'autres marchés et d'en obtenir un meilleur prix.

Le Canada possède les troisièmes réserves prouvées du monde, principalement contenues dans des sables bitumineux de l'Ouest dont l'exploitation est critiquée pour son impact environnemental. Les provinces riches en pétrole de l'Alberta et de la Saskatchewan (centre), déjà touchées par la chute des cours du pétrole, devraient pâtir de l'abandon du projet.

### **L'environnement au cœur des préoccupations**

Ce dernier devait permettre d'acheminer, dès 2023, plus de 800 000 barils de pétrole par jour entre l'Alberta et les raffineries américaines du golfe du Mexique. Selon les écologistes, il aurait entraîné trop d'émissions de gaz à effet de serre. TC Energy avait repris l'an dernier les travaux de construction sur la portion nord de l'oléoduc, longue de 1 947 kilomètres, entre la frontière canadienne et l'Etat du Nebraska, ceux sur la portion sud vers le Texas étant déjà terminés. TC Energy estimait les coûts de ces travaux à 9,1 milliards de dollars américains (7,5 milliards d'euros).

Keystone n'est pas le seul sujet de désaccord dans ce secteur entre le Canada et les Etats-Unis. Le mois dernier, Ottawa a annoncé avoir saisi la justice américaine pour bloquer une décision du Michigan ordonnant la fermeture d'un oléoduc transfrontalier du canadien Enbridge, jugée « *préoccupante* » par M. Trudeau.

Cette intervention d'Ottawa fait suite à une ordonnance prise par la gouverneure du Michigan, Gretchen Whitmer, sommant Enbridge de fermer la ligne 5 de l'oléoduc à compter du 12 mai, également pour des raisons environnementales. Cette canalisation transfrontalière transporte chaque jour jusqu'à 540 000 barils de pétrole et de gaz naturel de l'Ouest canadien vers l'Ontario, le Québec et plusieurs Etats américains.

## **Doc 5 Les Etats-Unis veulent faire du solaire leur première source d'énergie**

Par [Nicolas Rauline](#), Les Echos, Publié le 8 sept. 2021

<https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/les-etats-unis-veulent-faire-du-solaire-leur-premiere-source-denergie-1344470>



## **Doc 6 : Les États-Unis lancent un plan pour la cybersécurité du réseau électrique**

[Elina S.](#) 26 avril 2021

<https://www.lebigdata.fr/cybersecurite-reseau-electrique-usa>

*L'administration Biden a annoncé le lancement d'un plan de 100 jours visant à protéger le réseau électrique contre les cyberattaques. L'initiative serait dirigée par le ministère de l'Énergie en partenariat avec CISA (Cybersecurity and Infrastructure Security Agency) et le secteur privé.*

### *Un projet pilote*

Emily Horne, la porte-parole du Conseil de sécurité nationale a révélé qu'il s'agit d'un **projet pilote** qui fait partie d'une initiative plus large [en matière de cybersécurité](#), prévue pour les **infrastructures essentielles** de divers secteurs. L'administration Biden prend des mesures pour protéger l'infrastructure critique américaine contre les **cybermenaces persistantes et sophistiquées**.

Le plan de 100 jours comprend des étapes agressives, mais réalisables qui aideront les exploitants à **moderniser les défenses de cybersécurité**, notamment en améliorant les capacités de détection, d'atténuation et de criminalistique.

### *Faire progresser les technologies pour mieux protéger le réseau*

Dans le cadre de ce plan, le Bureau de la cybersécurité, de la sécurité énergétique et des interventions d'urgence (CESAR) du Département de l'énergie travaillera à **faire progresser les technologies** pour mieux protéger le réseau. Il lance une demande d'informations (RFI) pour demander la **contribution du secteur privé** sur les futures recommandations pour la sécurité de la chaîne d'approvisionnement.

En outre, le ministère de l'Énergie a annoncé qu'un décret signé l'année dernière par l'ancien président Trump pour sécuriser le réseau prendrait à nouveau effet après une suspension de 90 jours par l'administration Biden. L'ordonnance a déclaré une **urgence nationale en ce qui concerne la sécurité du réseau** et a pris des mesures pour sécuriser le réseau contre les interférences étrangères.

### *Travailler ensemble avec le secteur privé*

La secrétaire à l'Énergie, Jennifer Granholm, a souligné dans un communiqué **la nécessité d'une collaboration avec le secteur privé** pour faire face à la croissance des cybermenaces cherchant à perturber l'électricité dont les Américains dépendent pour alimenter maisons et entreprises.

**C'est au gouvernement et à l'industrie de prévenir d'éventuels dommages.** C'est pourquoi il est nécessaire de travailler ensemble pour prendre des mesures décisives afin que les Américains puissent compter sur un système énergétique résilient, sûr et propre. Le plan intervient alors que **les menaces pesant sur le réseau électrique se sont multipliées pendant la pandémie COVID-19** en raison de la pression accrue sur les systèmes électriques des Américains travaillant à domicile.

### *Des systèmes de distribution de plus en plus vulnérables aux cyberattaques*

Le Government Accountability Office a averti dans un rapport publié en mars que **les systèmes de distribution au sein du réseau américain sont de plus en plus vulnérables aux cyberattaques**. La cybersécurité est à l'honneur depuis le début de l'administration Biden, qui travaille toujours pour répondre à la fois au piratage de **SolarWinds** et en réponse aux vulnérabilités dans l'application **Exchange Server** de Microsoft.

Le plan de 100 jours est approprié pour définir la stratégie tout en sollicitant l'avis des parties prenantes de l'industrie pour affiner l'exécution tactique de la décision politique finale. C'est pourquoi la RFI demandée est essentielle. Il est rassurant de voir que le processus de Biden semble rechercher un dialogue solide avec le secteur privé pour permettre aux acteurs de l'industrie électrique de toutes tailles de faire partie de la solution.

## **Doc 7 : Les récentes vagues de chaleur montrent que le réseau électrique américain n'est pas prêt pour le changement climatique**

<https://news-24.fr/les-recentes-vagues-de-chaleur-montrent-que-le-reseau-electrique-americain-nest-pas-pret-pour-le-changement-climatique/>